



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité



MINISTRE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME

.....
PROGRAMME REGIONAL DES PECHEES EN AFRIQUE DE L'OUEST EN GUINEE
(PRAO GN)



DON IDA : N° 0400 GN

.....
**RESUME EXECUTIF DE L'ETUDE D'IMPACT
ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU SOUS
PROJET D'AMENAGEMENT ET DE
BUTUMAGE DE LA ROUTE D'ACCES AU
VILLAGE DE KOUKOUDE**

02 Mai 2019

RESUME EXECUTIF

A. Brève description du projet

Objectif global du projet

Le Gouvernement Guinéen et ses partenaires (Banque Mondiale) se sont engagés pour financer le présent projet d'aménagement et de bitumage de 4km de piste rurale qui relie la route bitumée (Koundindé) au village de Koukoudé, où le débarcadère sera aménagé. Ce projet permettra également aux localités de la zone du projet de bénéficier d'infrastructures routières, d'opportunités de création d'emplois et d'atouts pour leur développement socio-économique, réduisant ainsi la pauvreté. Le projet s'intègre donc dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable de Guinée Conakry. Ce projet a nécessité la réalisation d'une EIES afin d'identifier, d'évaluer et de proposer des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux potentiels susceptibles d'être engendrés par le projet.

Composantes du projet :

Il est proposé de faire le bitumage d'une piste rurale de 4 km qui relie la route bitumée au village de Koukoudé, où le débarcadère sera aménagé. Situé dans le District de KOUKOUDE (Préfecture de BOFFA), qui conformément aux Termes de Référence (TDR) renferme les composantes suivantes : Après investigations et visite du site, il a été retenu trois (3) sites d'interventions afin de renforcer et de bonifier les impacts positifs du sous-projet :

- ✓ Site 1 Construction d'un hangar de débarquement, lavage et conservation du poisson,
- ✓ Site 2 Construction d'un hangar pour le fumage de poisson,
- ✓ Site 3 Construction d'un centre PVN (internet) communautaire.

Les caractéristiques de la route proposée sont les suivantes :

- vitesse de référence : 80 km/h en rase campagne;
- emprise total de la route : 11,00 m ;
- largeur de la plateforme : 6.00m
- ouvrages hydrauliques : dalots, radiers etc.;
- drainage : fossés rectangulaires ;
- revêtement : béton bitumineux sur chaussée;
- protection contre l'érosion : perrés maçonnés, enrochements et descente d'eau;
- signalisation et sécurité : panneaux de signalisation et marques sur chaussée

B. Brève description du site et des enjeux environnementaux et sociaux majeurs/critiques

Zone d'influence du projet

Le sous projet de bitumage est implanté dans le village de Koukoudé situé au bord de l'océan atlantique dans la Commune Rurale (CR) de Douprou (Région Administrative de Boké - Préfecture de Boffa – République de Guinée). Le site du projet est limité au Nord par le village de Foulaya, au Sud par le village de Koundindé où se trouve l'Hôtel de Bel-Air, à l'Est par les collines et à l'Ouest par l'Océan atlantique. La commune rurale de Douprou couvre une superficie de 246 km² et est composée de 9 districts et 34 secteurs. La densité au km² est 19 habitants.

Deux zones d'étude ont été délimitées aux fins de la présente étude d'impact environnemental et social : (i) la zone d'influence directe ou emprise des travaux, large de Onze (11m), à l'intérieur de laquelle sera déterminée l'emprise de la route (6 mètres de large). Il s'agit de la zone où le projet est techniquement réalisable ; (ii) la zone d'influence indirecte (20 mètres de part et d'autre de la zone d'étude directe).

L'analyse du contexte biophysique et socio-économique de la zone d'implantation du projet a permis de déterminer les enjeux au plan socio-environnemental, auxquels il faudra accorder une attention particulière lors de la préparation et l'exécution des travaux mais aussi lors des travaux d'entretien. La

détermination et l'analyse des différents enjeux associés (paysagers patrimoniaux, socio-économiques et écologiques) ont permis d'évaluer la sensibilité du milieu récepteur.

Enjeux environnementaux et sociaux du projet

- Préservation du cadre de vie contre les pollutions et nuisances et les accidents
- Préservation de la qualité de l'air
- Protection des biens privés, et des sources de revenus socioéconomiques
- Préservation de la mobilité des personnes
- Préservation des mœurs et coutumes et lutte contre les IST/VIH/SIDA

C. Cadre institutionnel et juridique de mise en œuvre du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre du PGES, les arrangements institutionnels suivants sont proposés :

- **L'Unité de Coordination du projet PRAO-GN**, assurera la supervision des travaux, et devra faciliter la mission du comité préfectoral de suivi environnemental (CPSE) mis en place au niveau préfectoral (Boffa). La Cellule Environnement du **PRAO-GN** sera chargée de tenir compte des critères environnementaux et sociaux dans le processus de finalisation et validation des tracés, participera à la supervision environnementale et sociale des travaux. Elle va assurer la coordination de la mise en œuvre et du suivi interne des aspects environnementaux et sociaux des activités, instruire les bureaux pour assurer le suivi environnemental de proximité et servir d'interface entre le projet, les collectivités locales et les autres acteurs concernés par le projet.
- **Le BGEEE** : La présente EIES devra être validée par le BGEEE. Dans le cadre d'un Protocole d'Assistance au Projet, le BGEEE va assurer le suivi externe du PGES au niveau national de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet. PRAO-GN devra établir un protocole d'accord avec le BGEEE. Au niveau régional et local, le BGEEE va s'appuyer sur le CPSE de Boffa, sous sa coordination.
- **La Direction des Eaux et Forêts** : La DEF, à travers leur service local, supervisera les activités de déboisement, mais aussi d'élagage et de reboisement.
- **Les Services du Ministère de la Santé** : Ils participeront au suivi concernant les questions d'hygiène et de santé publique (suivi des maladies liées à l'eau ; suivi des IST/EBOLA/VIH/SIDA, suivi des maladies respiratoires, etc.)
- **La Direction du Travail** : devra veiller au respect des conditions de travail dans l'exécution des travaux (horaire, salaire, protection, hygiène et sécurité des lieux, etc.)
- **Les Collectivités ciblées par le projet** : Elles participeront à la sensibilisation des populations, aux activités de mobilisation sociale. Dans chaque collectivité ciblée, les services techniques locaux vont assurer le suivi de proximité de la mise en œuvre des recommandations du PGES. Elles participeront à la mobilisation sociale, à l'adoption et la diffusion de l'information contenue dans le PGES et veilleront à la gestion et à l'entretien des infrastructures réalisées.
- **Les Entreprises de travaux et les Bureaux de contrôle des travaux** : Les Entreprises privées chargées de l'exécution des travaux doivent respecter les directives et autres prescriptions environnementales et sociales contenues dans les marchés de travaux. Les Bureaux chargés du contrôle des travaux doivent assurer le contrôle de l'effectivité et de l'efficacité des mesures environnementales contenues dans les marchés de travaux.
- **Les ONG et Autres associations (Transporteurs, Producteurs agricoles ; etc.)** : elles participeront à informer, éduquer et conscientiser les acteurs du système de transport et les populations des zones bénéficiaires sur les aspects environnementaux et sociaux liés aux travaux et à la route.

D. Énumération des impacts majeurs et moyens

Synthèse des impacts positifs du projet

Phase	Impacts positifs
Construction	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi probable pour les populations et les PME locales/réduction de la pauvreté • Intensification des activités économiques et commerciales autour du chantier
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la mobilité dans la zone • Facilitation de l'évacuation des productions locales • Amélioration du cadre de vie • Désenclavement de la zone et le développement d'activités socio-économiques • Amélioration des conditions de transport et réduction des couts d'entretien des véhicules, des couts de transport; • Facilitation d'accès aux services sociaux et aux équipements et infrastructures socioéconomiques • Amélioration de la mobilité et développement des échanges et du tourisme • Meilleur accès aux services et équipements sociaux de base • Amélioration de l'accès aux services administratifs • Amélioration des capacités d'intervention des services techniques d'encadrement et des ONG

Synthèse des impacts négatifs significatifs

Composante de l'environnement	Impacts Potentiels Négatifs
Phase de préparation et de travaux	
Air	Pollution de l'air par les poussières et gaz d'échappement (
Sols	Accentuation du phénomène d'érosion et de dégradation des sols lors des travaux
Végétation/faune	Réduction du couvert végétal suite aux déboisements
Milieu humain	Développement de maladies sur les populations et les travailleurs
	Perturbation de la mobilité des biens et des personnes à la traversée des agglomérations
	Pollution et nuisances du cadre de vie des populations locales par les activités de chantier
	Conflits sociaux entre les populations locales et le personnel de chantier
	Pertes de bien, sources de revenus socioéconomiques (Voir PAR)
	Risques de violences basées sur le genre
Phase d'exploitation	
Milieu humain	Pollution de l'air par le trafic et augmentation des gaz à effet de serre
	Accidents avec l'accroissement des véhicules, l'excès de vitesse, le non-respect du code de la route
	Inondation des habitations riveraines

E. Liste des Clauses environnementales et sociales

L'entreprise retenue devra s'engager à respecter scrupuleusement les clauses dont les titres sont les suivantes :

- Le classement ICPE des installations
- Engagement de l'Entrepreneur
- Soumission du programme d'organisation prévue des travaux
- Règlement intérieur et procédures internes (information et sensibilisation sur les VBG, MST, VIH, Sida et Ebola
- Extension de la garantie aux aspects environnementaux
- Choix et gestion des aires destinées à l'usage de l'Entrepreneur
- *Aménagement et gestion des aires destinées à l'usage de l'Entrepreneur*
- *Abandon des sites et installations en fin de travaux*
- *Gestion des déchets liquides et solides*
- Protection de la flore et de la faune
- Protection des ressources en eau et en sol
- *Protection des besoins en eau des populations*
- Limitation des atteintes aux perceptions humaines
- Santé, hygiène et sécurité sur le chantier
- Organisation de la circulation routière
- Découverte de vestiges ou de particularités du sol et du sous-sol
- Mesures particulières au dégagement des emprises

F. Renforcement des capacités

Il est ressorti des entretiens avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PGES, que pour leur permettre de remplir correctement leur mission, il est indispensable de mettre en place un programme de renforcement des capacités, d'information et de sensibilisation de ces différents acteurs.

Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet

Les mesures de formation visent le renforcement des capacités des cadres des services du Comité Préfectoral de Suivi Environnemental (CPSE) et du PRAO-GN, notamment dans le domaine de la planification, de la gestion et du suivi/évaluation des volets environnementaux et sociaux, mais aussi les services techniques locaux, les Entreprises de travaux et les bureaux de contrôle. Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux fonciers, environnementaux et sociaux des travaux ; (ii) de l'hygiène et la sécurité; et (iii) des réglementations environnementales appropriées ; (iii) de la réglementation en matière d'évaluation environnementale ; des directives et les outils de sauvegardes de la Banque Mondiale ; des bonnes pratiques environnementales et sociales ; du contrôle environnemental des chantiers et du suivi environnemental.

Information et sensibilisation des populations et des acteurs concernés

PRAO-GN devra coordonner la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales (en rapport avec elles), les populations riveraines et des usagers de la route, notamment sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du projet. Dans ce processus, les associations locales, les Organisations des transporteurs et les ONG environnementales et sociales devront être impliquées au premier plan.

G. Consultations menées

Approche méthodologique et acteurs ciblés

Du 14 août au 16 septembre 2018, des entretiens ont été programmés et réalisés avec différents acteurs tant à Conakry que dans la zone d'influence directe et indirecte du projet. En plus des entretiens, des consultations publiques ont été tenues le 17 Août 2018 pour recueillir les avis, perceptions, préoccupations et attentes des populations bénéficiaires du projet et autres parties prenantes.

Acteurs rencontrés

Les entretiens ont été réalisés du 14 au 16 avec les acteurs suivants :

- Autorités administratives (Sous-Préfet de Douprou, Secrétaire Général) ;
- Les élus locaux (président du District, conseillers) ;
- Le conseil des sages ;
- Les associations/groupements des femmes ;
- Les associations des jeunes ;
- Le comité de gestion du débarcadère ;
- Les personnes affectées par le projet ;
- Les pêcheurs ;
- Les commerçants installés sur le site ;
- Les transporteurs ;
- Les services techniques (Mines, eaux et forêts, pêche, Centre National de Surveillance des Pêches, BGEEE).

Recommandations

Les recommandations récurrentes ont surtout mis l'accent sur les actions suivantes :

- Réaliser les travaux dans les meilleurs délais ;
- Prioriser le recrutement de la main d'œuvre locale à compétence égale ;
- Sensibiliser le personnel de chantier sur le respect des us et des coutumes de la zone ;
- Préciser les procédures à respecter pour l'ouverture de carrières ;
- Utiliser des carrières déjà ouvertes ;
- Compenser les arbres coupés par des reboisements en impliquant les populations et en utilisant les pépinières villageoises ;
- Impliquer les populations locales à travers des comités locaux de suivi environnemental et social ;
- Appliquer rigoureusement le PGES du projet ;
- Donner au BGEEE les moyens de suivre l'application du PGES ;
- Prévoir un dispositif de gestion des déchets ;
- Informer sensibiliser les conducteurs sur le respect du code de la route ;
- Indiquer un site d'accueil aux déplacés temporaires avant le démarrage des travaux ;
- Définir les conditions d'accès après aménagement et prioriser les déplacés temporaires ;
- Indemniser toutes les personnes dont les sources de revenus sont détruites par le projet ;
- Impliquer les autorités administratives et les élus locaux ;
- Informer sensibiliser les populations sur les impacts négatifs et les mesures à prendre
- Dans la mesure du possible, accorder aux mesures de renforcement des capacités une valeur contractuelle en l'intégrant dans le PGES
- Renforcer les capacités des services techniques impliqués dans la gestion environnementale et sociale du projet (moyen et méthodes de suivi et d'évaluation des EIES

NB : Toutes ces recommandations formulées sont prises en compte dans le design du projet.

H. Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) :

- Énumération des mesures y compris les provisions du PAR

Impacts selon les phases	Mesure d'atténuation
<i>En phase préparatoire:</i>	
• pertes de biens et sources de revenus lors de l'installation des bases-vies	• Compenser les personnes affectées selon les dispositions du Plan de réinstallation élaboré
• conflits sociaux lors du recrutement du personnel et de l'installation des bases-vies	• informer les collectivités et respecter les recommandations de l'EIES
<i>En phase de travaux :</i>	

<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air par les poussières et gaz d'échappement 	<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation des populations locales • Protection obligatoire du personnel par le port obligatoire des masques à poussières protégeant le nez et la bouche. • Couverture des camions de transport de matériaux par des bâches • Arrosage régulier des plates-formes en latérite
Réduction du couvert végétal suite aux déboisements	<ul style="list-style-type: none"> • Interdire l'installation des bases de chantiers sur des sites boisés • Saisir les services forestiers en cas de coupes inévitables • Réaliser des aménagements forestiers et reboisements compensatoires
<ul style="list-style-type: none"> • pertes de biens et sources de revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer les mesures d'indemnisation conformément au PAR élaboré
<ul style="list-style-type: none"> • risques d'accidents durant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • information et sensibilisation du personnel
<ul style="list-style-type: none"> • risques de propagation des IST, EBOLA et du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • information et sensibilisation du personnel et des populations locales
<ul style="list-style-type: none"> • Risques d'abus sexuel et de violences basées sur le genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Informer et sensibiliser la population et les travailleurs étrangers
<ul style="list-style-type: none"> • Perte des espaces agricoles et/ou halieutiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer les mesures d'indemnisation des pertes agricoles conformément au PAR élaboré
<ul style="list-style-type: none"> • fragmentation de la Réserve naturelle et communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer le reboisement compensatoire
<ul style="list-style-type: none"> • risques de manque d'eau et d'électricité en cas de perturbation des réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer le repérage des réseaux avec les concessionnaires et sensibiliser le personnel de travaux
En phase exploitation:	
<ul style="list-style-type: none"> • accroissement de la pression sur les ressources végétales et sur la faune aquatique et domestique 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer le reboisement communautaire au niveau des localités pour réduire la pression sur les produits forestiers et aquatiques • Sensibiliser les populations locales et les usagers de la route
<ul style="list-style-type: none"> • augmentation des risques d'accidents 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations locales et les usagers de la route

○ Énumération des principaux indicateurs de mise en œuvre à suivre du PGES

- Nombre d'ouvriers portant des EPI
- Superficie déboisée et reboisée lors des travaux
- Nombre de séance d'information et sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG)
- Nombre de personnes affectées et compensées

○ Mécanisme de résolution des plaintes

Pour gérer les conflits et des plaintes qui pourraient naître lors de l'exécution des travaux un mécanisme de gestion sera mis en place impliquant trois niveaux :

- le niveau communal qui implique le Maire de la Commune et notables ; les représentants du projet ; des ONG facilitatrices et les plaignants ;
- le niveau préfectoral à travers le Préfet de Boffa élargie aux représentants du projet ; des ONG facilitatrices et les plaignants;
- le tribunal (justice), en cas de non résolution à l'amiable ci-dessus.

Le suivi du mécanisme de gestion des plaintes sera sous la responsabilité du Spécialiste en Sauvegardes Environnementale et Sociales du PRAO-GN.

- Budget global estimatif pour la mise en œuvre du PGES

Activités	Quantité	Coûts (GNF)	Coûts (USD)
Mesures de compensation des pertes sur les structures et les biens			
• Compensations des PAP et réhabilitation économique	FF	PM	PM
Mesures de restauration du couvert végétal dégradé et de reboisement et de protection de l'habitat faunique			
<ul style="list-style-type: none"> • Programme de reboisement compensatoire (forêts communautaires, pépinières ; taxes défrichement) • Reboisement communautaire pour réduire la pression sur les produits forestiers non ligneux ; • Renforcement de l'installation de panneaux de sensibilisation 	2 ha	109 500 000	12 000
• Mesures de gestion des déchets solides et liquides (inclus dans les frais généraux de l'entreprise)	Ens	PM	PM
Mesures d'information et de sensibilisation des populations			
<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation, y compris sur les risques de transmission du VIH/SIDA et EBOLA • Sensibilisation sur la sécurité routière 	4	73 000 000	8 000
Mesures de renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion environnementale et sociale:			
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités en gestion environnementale et sociale : <ul style="list-style-type: none"> ○ BGEEE et CPSE ○ 	2	91 250 000	10 000
Mesures de surveillance, suivi, audit et évaluation :			
• Surveillance permanente des travaux et de l'exploitation (par MdC, BGEEE)	Ens	PM	PM
• Suivi environnemental et social (par BGEEE et CPSE)	6	27 375 000	3 000
• Evaluation finale (à la fin des travaux)	1	109 500 000	12 000
Divers et imprévus	1	45 625 000	5 000
TOTAL		456 250 000	50 000

